

QUESTIONS À NATHALIE ELIMAS

1. Vous dites vouloir développer dans nos écoles une politique sociale beaucoup plus engagée.

C'est-à-dire ?

Il y a, parmi les mesures envisagées, celle des petits-déjeuners. J'ai eu l'occasion d'échanger avec des familles et des enfants qui en ont bénéficié à Saint-Malo. Ils m'ont dit qu'ils en étaient très satisfaits car ils peuvent compléter leurs petits-déjeuners pris à la maison.

Tout cela me va bien car nous sommes sur le volet pédagogique, d'éducation à la santé et d'éducation à l'alimentation. Je souhaite qu'on aille encore plus loin pour pouvoir faire bénéficier ce dispositif à des enfants qui sont dans la précarité.

2. Quel bilan tirez-vous des vacances apprenantes ? Les vacances apprenantes ont été mises en place l'été dernier à la sortie du confinement. Ce dispositif était important car il a permis de raccrocher des élèves qui étaient revenus en pointillé à l'occasion du déconfinement. C'est aussi une mesure de justice sociale qui est très forte puisque bon nombre de nos élèves ne partent pas en vacances. C'était donc l'occasion pour eux de sortir de leur domicile, à la fois pour se préparer à la rentrée le matin et pour découvrir des activités sportives culturelles l'après-midi. C'est très enrichissant pour nos élèves et nous avons l'intention de prolonger ces vacances apprenantes.



nathalie elimas est secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale, chargée de l'éducation prioritaire.

3. Que reprenez-vous de votre visite à l'école de ro-cabey ? Je suis allée au contact d'élèves et de professeurs dans des classes dédoublées puisque nous avons dédoublé les CP et les CE1 à douze ou quatorze élèves.

Nous allons prolonger cela puisque nous allons dédoubler les classes de grandes sections en maternelle. Cela se fera sur les deux prochaines rentrées dans les Réseaux d'éducation prioritaire (REP). C'est une très belle mesure de lutte contre les inégalités car nous avons des élèves qui sont beaucoup plus sereins, qui entrent mieux et plus vite dans les apprentissages qu'on peut différencier et individualiser.

Nous avons aussi des professeurs qui peuvent ainsi mieux accompagner les élèves dans la lecture et les fondamentaux.

4. Quand votre proposition de guichet unique pourrait-elle voir le jour ?

Le constat que nous avons fait est que bon nombre de familles n'accèdent pas aux bourses ou

n'accèdent pas aux fonds sociaux, simplement parce qu'elles n'en ont pas connaissance. Pour lutter contre cela, je passerai la consigne pour qu'au mois de juin, nos personnels de direction en parlent aux familles au moment des inscriptions et des réinscriptions. Je souhaite aussi que l'on puisse créer des guichets uniques ou des établissements de service proches des établissements scolaires, c'est-à-dire des lieux où les familles peuvent se rendre et prendre connaissance de tous les droits auxquelles elles peuvent accéder. Une expérimentation est en cours en Normandie. 6 millions d'euros sont fléchés pour que l'on puisse mettre en place ces établissements de service dès la rentrée 2021-2022. Les grandes orientations sont données, mais je veux qu'il y ait de la souplesse dans les territoires pour que ce soit rapidement opérationnel. C'est un véritable travail de coopération avec les acteurs du territoire, chacun à leur niveau, pour accompagner la réussite et l'ambition de nos élèves.

■